

Contribution d'Alphonse du Boischart (18).

La situation politique actuelle est paradoxale. Présente depuis 40 ans, la crise systémique s'est amplifiée et débouche après plusieurs alertes sérieuses sur le Krach de 2008. Les états font appel aux contribuables et s'endettent pour renflouer les banques. Dans notre pays aussi, ce constat aurait pu provoquer un regain d'intérêt pour les idées et les formations qui veulent en finir avec le capitalisme ou plus modestement le réformer. Ce n'est pas le cas. Certes Marx (économiste malgré lui) effectue un retour spectaculaire chez les intellos de même que Keynes, mais l'électorat ne suit pas. Soit il s'abstient soit il se prononce massivement pour un parti fascisant.

Après nous avoir redonné la pêche, sur une courte période, le front de gauche s'avère être un échec. Pourtant son programme, « radical », reste d'actualité et il me semble que nous sommes condamnés à travailler ensemble. JLM a sans doute un égo surdimensionné et ses relations avec ses partenaires sont plutôt ambiguës. Ceci dit il cause bien. Méfions nous de ceux qui causent trop bien, marquons les à la culotte, mais reconnaissons qu'un tribun ou une tribune d'envergure aide à faire passer un message. Des oratrices, orateurs de ce calibre existent sûrement au sein du parti mais je ne les connais pas.

Alors que faire ?

D'abord assurer la **survie du parti communiste**. Je connais mal l'histoire interne du parti et je ne me hasarderai pas sur ce terrain. Mais la disparition d'UN des mouvements qui portent le projet d'une société plus humaine serait catastrophique. La formule « socialisme ou barbarie » est plus que jamais d'actualité.

La survie du parti ce n'est évidemment pas se recroqueviller sur des positions sectaires mais s'ouvrir et surtout s'intéresser et participer réellement aux innombrables initiatives anticapitalistes qui se développent actuellement sur l'ensemble de la planète.

C'est la prise en compte et la défense d'intérêts qui ne sont pas seulement ceux de la classe ouvrière mais ceux de l'ensemble du **prolétariat**. L'immense majorité des êtres humains qui n'ont pour vivre que leur force de travail. J'y inclus toute une frange de la population en voie de prolétarisation (les « petits » : paysans, artisans etc...). A court terme aucun effet électoral sans doute, mais c'est une question de principes.

C'est aussi de redonner espoir et envie de politique. Cela passe, à mon sens, par une présence militante sur le terrain hors périodes électorales. Être aussi le plus possible présents sur les lieux de lutte, dans la mesure de nos moyens et sans se poser en donneurs de leçons. Au niveau national, il nous faut aussi proposer des solutions « radicales » et crédibles tout en étant honnêtes. Il est clair que dans le cas (peu probable) d'une mise en place de mesures économiques de gauche les « investisseurs » défendront bec et ongles leur sacro-saint « retour sur investissement ». L'histoire récente en Grèce, le fonctionnement des institutions européennes nous montrent que les mots démocratie et suffrage universel n'ont pas le même sens dans la bouche d'un oligarque que dans celle d'un prolo. Le citoyen doit savoir qu'il ne suffit pas de voter pour d'autres choix politiques. Il devra se battre au quotidien pour les rendre possibles. Vaste programme, auquel je peine à croire moi-même, mais je sens confusément que nous n'avons pas d'autre choix.

Enfin privilégions la ligne claire, soyons lisibles : nos compatriotes nous en seront reconnaissants. Cessons d'apparaître comme partie intégrante d'un système qui n'est pas le notre. Finissons-en avec les arguties censées justifier des alliances opportunistes. Un chat est un chat et toutes les subtilités casuistiques ne transformeront pas un parti qui gouverne à droite en un parti de gauche. Soyons cohérents : comment expliquer à nos électeurs que nous sommes contre le cumul et que le candidat que nous présentons serait cumulard mais qu'il ne le sera pas, parce que s'il est élu, il ne siègera pas. Ce n'est pas facile, facile... L'existence du parti c'est aussi le sigle PCF bien en vue sur les affiches (ça n'a rien à voir mais je ne savais pas où le mettre).

Le monde du travail a-t-il changé ?

Les générations précédentes ont vu s'imposer la vapeur puis l'automobile, l'aviation, l'électricité, la radio et le téléphone. Plus récemment sont apparus la télé, l'électronique et les biotechnologies. Ces révolutions technologiques ont bouleversé la face de la planète et sans doute amélioré le quotidien du terrien moyen, mais à quel prix !

Après avoir dépossédé le peuple de ses moyens de subsistance pour profiter de sa force de travail et de la plus-value engendrée, le capitalisme a progressivement dévalorisé de nombreux savoir-faire et ce processus s'accélère (demain, combien de bons bricoleurs pourront réparer leur bagnole ?). Aujourd'hui c'est au savoir-vivre qu'il s'attaque. Il s'attache à ringardiser (certains diraient rendre obsolète) toutes les solidarités et comportements collectifs qui nuisent à ses intérêts. Il possède d'énormes moyens de persuasion, d'intervention et ça marche. La réification de l'humain est en cours. De sujets complexes et libres au départ, nous sommes peu à peu réduits à une caricature paramétrable (pub et statistiques) et transformés en objet dont l'obsolescence est elle aussi programmée (cadres de + de 50 ans). L'expérience est non seulement niée mais surtout considérée comme contre-productive. Ce n'est pas par hasard si l'immonde terme de Directeur des Ressources Humaines a remplacé celui de Chef du Personnel. Comme l'a souligné Jean Pierre, nous devons prendre en compte ce bouleversement de nos repères et nous y adapter. Mais nous devons garder à l'esprit que la mobilité imposée, le changement accéléré des modes de vie sont une arme redoutable aux mains du capital. Perte des repères et instabilité (insécurité) permanente sont, à mon sens, une des raisons fondamentales des succès du FN.

Le développement d'une économie de service nous a été présenté comme une panacée, créatrice d'emploi et porteuse d'une amélioration de nos conditions de vie. C'est surtout un gros mensonge qui témoigne des limites du système. Notre monde étouffe sous les marchandises. La pieuvre aura beau étendre ses tentacules à l'ensemble de la planète, ringardiser un produit à peine créé, les limites sont là. Le taux de plus-value s'effondre et les services n'en produisent pas (de PV). Ils sont soit des investissements à terme (éducation, santé), soit des accélérateurs « fluidifiants » du commerce. Ils ne produiront jamais. On peut privatiser à tout va, considérer nos corps et nos cervelles comme des marchandises, ça n'y changera rien. C'est de la propagande !

Je ne m'étendrais pas sur ce qu'il est convenu d'appeler la « nouvelle économie », la dernière en date des révolutions capitalistes. Je dirais seulement que la plupart des économistes « hétérodoxes » (donc sérieux) doutent qu'elle soit créatrice d'emplois à terme.

Si les apparences de l'exploitation ont changé, le fond n'a pas bougé. La **lutte des classes** reste donc d'une brûlante actualité et doit dépasser tous les chauvinismes.

Quel avenir pour le capitalisme ?

Marx et ses idées sont à mon avis d'une actualité incontournable. Le garçon n'en reste pas moins un enfant de son siècle. Déterminisme et scientisme sont descendus de leur piédestal avec, entre autre, les succès de la physique quantique et la théorie du chaos. Rien n'est prévisible à coup sûr et toute chose complexe (l'esprit humain par exemple) échappe aux modèles simplificateurs. La liberté y gagne mais le sens de l'histoire et sa fin y prennent un coup de vieux.

On est cependant quasi-certain que les contradictions inhérentes au capitalisme, la recherche du profit, permanente et sans limite, la surconsommation et le gaspillage nous mènent droit dans le mur. La planète s'en fout, elle s'en remettra, nous non ! Il nous faut travailler cette question avec ceux qui la portent depuis longtemps déjà et transformer cette réflexion en propositions concrètes.

On l'a vu plus haut, il est probable que la crise actuelle ne soit qu'un avant goût de la catastrophe à venir. Les oligarques le savent. Ils cogitent afin de pouvoir préserver leurs intérêts à terme. Ils ont déjà quelques éléments de réponse et les expérimentent :

- Asphyxier financièrement toute tentative de faire autrement (Grèce et Amérique du sud). Ça marche pour l'instant.
- Déstabiliser des régions entières et mettre de l'huile sur le feu pour exacerber les tensions. On ne me fera jamais croire que, quand bien même ils seraient de parfaits crétins, Bush et Sarkozy n'avaient pas dans leurs entourages quelques conseillers compétents capables de les éclairer sur les conséquences de leurs initiatives en Irak et en Libye. C'était facilement prévisible. C'est donc voulu.
- Profiter de l'émergence des forces obscures, du chaos et de l'insécurité générée pour renforcer les replis identitaires et la demande de sécurité qui mettent à mal tous les principes démocratiques.

La main mise sur la communication et les médias font que même un Jaurès aurait du mal à se faire entendre actuellement. Le rapport de force est tel que la situation semble désespérée. Pourtant quelques minuscules lueurs d'espoirs existent. Qui aurait pu prévoir la révolution française, 1848, la commune, les révolutions de 17 ou mai 68 par exemple. Plus récemment l'émergence de « syritsa » en Grèce ou celle de « podemos » en Espagne ? Peu de monde, assurément ! L'être humain est imprévisible, ce qui fait son charme.

Les solidarités que l'on croyait disparues renaissent spontanément en situation de crise extrême. Le retour des jardins ouvriers dans l'argentine en crise et dans les grandes villes américaines sinistrées le prouvent chaque jour. On peut y ajouter de multiples expériences dont celle des jardins urbains et gratuits initiée dans le nord-ouest de l'Angleterre (les « incroyables comestibles »). Contrairement aux idées reçues ces réponses improvisées marchent et se pérennisent. La liste est loin d'être exhaustive et ne concerne pas seulement l'alimentaire. Notre rôle est de les faire connaître : c'est bon pour le moral. On doit insister aussi que sur le fait que nous sommes des êtres sociaux. Sans solidarité, notre espèce aurait sans doute disparu depuis belle lurette. Non, l'homme n'est pas un loup pour l'homme ! Enfin, les projets humanistes, citoyens et collectivistes qui ressurgissent chez nos proches voisins (Grèce, Espagne) ou ailleurs sont porteurs d'espoir même si la pieuvre s'acharne à les broyer pour décrédibiliser toutes alternatives.

Alors comment faire ?

Déjà éviter de rédiger un tract ou un discours calqué sur ce qui est écrit plus haut. C'est sûr : tous et toutes se barrent en courant. Cela peut-être un fil conducteur mais le vécu et le ressenti restent les moteurs de l'action. Concrètement il nous faudra restaurer le lien et la convivialité localement. L'extension de la misère est une réalité et notre solidarité doit se manifester dans les actes plus que dans le discours : nous n'en serons que plus crédibles.

J'habite la campagne. Les camarades urbains sont plus qualifié(e)s pour réfléchir aux moyens de rétablir du lien dans les quartiers. Je me souviens seulement de ce que disait Debbouze en parlant des cocos : « c'étaient les seuls qui nous disaient bonjour dans la cité ». Il s'en souvient...

J'habite la campagne. Quand un petit artisan me confie que son fils ne reprendra pas l'entreprise, qu'il n'est pas sûr de pouvoir la vendre et qu'il craque, je me sens solidaire. Il ne roule pas sur l'or. Par contre lorsqu'il tente de m'expliquer les turpitudes du RSI et leurs effets pervers, je n'y comprends rien, et je me dis que cela pourrait faire parti des préoccupations du PCF (même si c'est électoralement peu productif à court terme).

Je vis à la campagne. Je vois chaque année les grandes cultures gagner du terrain au détriment des petits éleveurs qui disparaissent. Ceux-là même, les « bounhoummes », qui, dans notre région, votaient en grand nombre pour le parti jusqu'à il y a une vingtaine d'année. Quelle agriculture voulons-nous pour demain ? Nous devons avoir une réponse claire.

Avec les camarades de la section nous avons invité Gérard Le Puill à conférer sur le sujet. Dans la salle, beaucoup de têtes nouvelles venues d'horizons divers et même des jeunes. A ma grande surprise, son discours a fait l'unanimité aussi bien chez les écolos-bio que chez les anarcho-pépinieristes. Hormis le nucléaire pour être honnête. Persévérons.

Les jeunes n'aiment pas les pyramides. Ils préfèrent l'horizontal. Soit. Ceux d'entre nous qui maîtrisent doivent investir ce terrain, les réseaux. Ne pas oublier et faire savoir par contre, que la lutte de classe est une bataille, qu'un minimum d'organisation est nécessaire. Et que l'exercice du pouvoir politique est incontournable.

L'histoire consternante du cheval tué en France, dont les bas-morceaux sont transformés en steak haché sur le territoire roumain (je crois...), et qui après d'autres étapes revient à son point de départ pour être emballé et étiqueté « bœuf made in France » mérite réflexion. Sur la fraude, sur l'étiquetage, sur la traçabilité, sur la qualité des produits que nous impose la grande distribution. L'idée du produit local revient à l'ordre du jour. Les procédures de contrôles sont simplifiées, il suffit d'aller vérifier sur place et ça crée du lien. De plus les petits producteurs ne changent pas d'identité sociale toutes les cinq minutes. Par ailleurs, malgré le réchauffement climatique notre pays ne sera sans doute jamais un gros producteur de coton. Cela justifie-t-il que la fabrication d'un « jean » ou d'un « T-shirt » fasse parcourir 48 000 bornes à cette noble matière ? J'en doute et j'y vois plutôt un irresponsable gâchis. De nombreuses associations s'occupent déjà de ces questions. De sensibilités politiques différentes voire contradictoires, elles se contentent souvent d'informer le consommateur et c'est utile. Certaines, plus prosaïquement s'échinent sur le terrain à promouvoir une autre vision de l'échange et du produire local. Nous ne devons pas les ignorer, travailler avec et surtout proposer des mesures fortes, allant dans ce sens, dans le cadre d'un programme de gouvernement.

Ces modestes initiatives locales, tentant de concilier vécu, action et discours sont importantes et pourtant elles ont leurs limites. Il faut que le discours soit simple, cohérent et proche du vécu pour inciter à l'action. Il faut aussi que l'action soit vécue comme porteuse d'espoir, qu'elle s'étende et fasse réellement avancer le « schmilblick ». Elle ne doit en aucun cas déboucher sur une répétition de déjà-fait, déjà-vu, déjà-vécu qui fait douter de ses chances de réussite. Je suis parfaitement conscient que, quand on a dit ça, on n'a pas dit grand-chose. Pourtant je maintiens.

Quant au tissu industriel local si j'ai volontairement omis d'en causer, c'est que ce sujet ne peut se traiter qu'au niveau national voire européen.

A ce niveau, il nous faut « déringardiser » et tenter de réimposer la notion d'**aménagement du territoire**. On doit la balancer à tout va : dans les débats, dans les prises de parole, dans la rue, au café, dans les salles d'attente, chez le coiffeur, dans les fêtes de famille, dans nos réunions, dans nos écrits. Bien sûr je déconne, mais il n'en reste pas moins que cette notion présente l'avantage de faciliter la perception du lien existant entre les différents secteurs de l'activité et des services dans notre pays. Elle assoit la vision de l'état comme porteur d'un projet pour l'ensemble de la population. Elle concerne aussi bien l'industrie et les transports que l'agriculture ou le rôle des services publics. Elle intègre de fait des sujets aussi sensibles que les ghettoïisations urbaines ou la désertification rurale. Logement et qualité de notre environnement sont aussi de son ressort.

Quel programme ?

- 1) Partager les richesses et abolir (réduire) l'insécurité sociale.
- 2) Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers
- 3) Ressusciter l'idée de planification (et pas seulement écologique).
- 4) Produire autrement
- 5) Refonder la république et démocratiser ses institutions.

LIBERTE. EGALITE. FRATERNITE+ respect et dignité

- 6) Voir le 5.
- 7) Renégocier tout les traités Européens d'inspiration ultra libérale. Se retirer des négociations sur la mise en place du traité transatlantique avec les Etats-Unis.
- 8) Redonner une image de la France plus conforme aux valeurs qu'elle est censée porter. Ce qui implique une sortie de l'OTAN et une autre approche de la situation douloureuse des réfugiés.
- 9) Redonner leur place aux sciences humaines dans l'enseignement (histoire, philo, etc...). Leur disparition progressive des programme au profit de l'exact, du pratique et du scientifique témoigne d'un des projets fondamentaux de l'oligarchie : produire des robots hyper-performants mais dénués de toute réflexion critique. Enfin promouvoir le culturel et le « qui fait réfléchir sans être trop chiant », piliers de l'émancipation et de l'action créatrice.

On le voit, je ne me suis pas foulé. Je me suis contenté de reprendre les propositions, en les reformulant, du programme 2012 de feu le Front de Gauche. Elles ont le mérite d'exister et sont plus que jamais d'actualité. J'ajouterais seulement qu'il nous faut intégrer l'idée que la **croissance illimitée** n'est pas une solution, c'est un **mythe destructeur**. D'autre part la régulation, la réduction voire l'interdiction de la pub serait les bienvenues.

Quelle stratégie ?

Honnêtement je n'y connais absolument rien, je ne ferais donc aucune proposition. Je me contenterais de présenter quelques questions qui me turlupinent.

Primaires ou pas ?

Je n'en sais rien. Il me semble simplement que le premier tour d'élections législatives puis présidentielles (dans le bon ordre) pourrait servir de primaires.

Europe ou pas ? Euro ou pas ?

Je partage le point de vue de François : « l'idée de l'eurocommunisme dans les années 70 aurait peut-être permis la construction d'une Europe sociale » et « d'avoir de l'avance sur la mise en place de l'Europe capitaliste ». Mais nous sommes en 2016. Comment redonner forme et force a cette vision, qu'on pourrait rebaptiser « eurosocialisme » (ça ne me dérange pas si le contenu est là), après avoir pris tant de retard. Je n'en sais rien. Le retour en force de l'expression « état souverain » me fait peur, j'entends « chauvin ». Pourtant, et sans être chauvin, je pense que notre pays, sixième puissance mondiale, cofondateur de l'union européenne pourrait dire demain : « c'est comme ça ou c'est sans nous ! » en prenant à témoin l'ensemble la population européenne.

Résultat aléatoire certes, mais on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Formulé en termes plus diplomatiques évidemment, je pense que l'image de mon pays n'en pâtirait pas, bien au contraire. Les grecs ont essayé et je salue leur courage. Ils ont échoué mais le poids démographique, économique et l'influence politique des deux nations ne sont, à l'évidence, pas comparables.

Gauche « réaliste », parti de gouvernement ou bien gauche « radicale » confinée dans l'opposition ?

La situation grecque et les revers actuels des progressistes sud-américains nous prouvent que la pieuvre a des ressources et pas seulement financières. L'idéologie est prégnante. Je ne m'étendrais pas, mais je me permets d'inviter les camarades à lire l'excellent dossier sur le sujet paru dans « le Monde Diplomatique ». Janvier 2016. Ça donne des billes pour réfléchir. Par ailleurs, je me demande si une gauche « radicale » et « antisystème » (désolé d'employer une formule empruntée à madame Le Pen) à 10% ne serait pas plus efficace qu'un front républicain pour contenir puis réduire la bête immonde. Je n'en sais rien, je me pose seulement la question.

Et pour finir je citerais François : « quand on sait ou on va,..... »

Je ne ferais donc pas de **conclusion**, mais pour info je signalerais quelques gros mots à éviter (la liste est loin d'être exhaustive) :

Ressources humaines : c'est la fin de l'humanisme.

Technicien de surface : c'est le comble du mépris

Social-libéral : ce n'est même pas un oxymore, c'est un vrai non-sens.

Gay : du coup on ne sait que dire quand on croise quelqu'un d'humeur joyeuse.

Capitalisme financier : capitalisme suffit.

Extrême-gauche : aujourd'hui le programme commun de 1981 serait présenté comme une utopie de la gauche extrémiste.

Gens de couleur : le noir n'est pas une couleur, et je ne suis pas incolore.

Extrême-droite pour caractériser le FN : fascisme me semble plus approprié.

Réforme : tout changement orienté dans le bon sens est une réforme. Dans l'autre sens c'est une contre-réforme. Ce que la (large) droite appelle réforme devrait se dire chez nous contre-réforme. Et vice-versa...

Et voilà. C'est fini. Le 15 février 2016, il y a encore beaucoup de vent à la Celle-Condé et ça me désespère.

PS : JLM décide de nous la jouer perso. Ça aide pas.

